

MARCHE DE TRAVAUX A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (SIMPLE ou ORDINAIRE)

Acheteur :

CHU AMIENS – PICARDIE
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD
1, Rond-point Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

Maitre d'Ouvrage

ETABLISSEMENT PUBLIC de SANTE MENTALE
Route de Paris
80480 DURY



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud



Établissement public
de santé mentale
de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

Appel d'Offres Ouvert « A.O.O. »

Passé en application :

- de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
portant partie législative du Code de la Commande Publique
- du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018
portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

C.C.T.P.

CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
Lot 8 - C : DETECTION INCENDIE - ASSERVISSEMENTS

MAITRE D'ŒUVRE

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYENS de l'OISE
2, rue des Finets- 60600 Clermont



P.S. / G.M.
Architecte : E. DANAN-MINARD

Ingénieur en Chef : P. SAGAN

✉ gcsmo@chi-clermont.fr

D.C.E. Octobre 2025



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 2/18

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – GENERALITES	3
1-1/ Consistance des travaux :	3
1-2/ Documents de référence :	3
1-3/ Tranchées, trous, rebouchages :	5
1-4/ Nettoyage, protections :	5
1-4.1/ Nettoyage :	5
1-4.2/ Protections des ouvrages :	5
1-4-3/ Maintien de la sécurité pendant les travaux	5
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES	7
2-1/ Un système de sécurité incendie (S.S.I.) de catégorie A associé à un équipement d'alarme du type 1 sera installé :	7
2-2/ Baies :	10
2-3/ Volumes techniques protégés :	10
2-4/ Câblage et chemins de câbles :	11
2-5/ Réarmement :	12
2-6/ Précisions relatives aux alimentations :	13
2-7/ Précisions relatives à la réalisation :	13
2-8/ Réception et mise en service :	14
2-9/ Garantie du matériel- Formation du personnel :	16
2-10/ Contrôle et coordination :	16
2-11/ Modification de l'installation existante	17



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 3/18

ARTICLE 1 – GENERALITES

1-1/ Consistance des travaux :

Le marché proposé est du type M.O.R. (marché à obligation de résultat) concernant l'étude et la réalisation du système de sécurité incendie **la réalisation de l'Extension de 2X10 lits, la création d'un bureau dans chacune des 4 maisons existantes et la rénovation complète du barreau central, pour la MAS « La Pommeraie » de l'Etablissement Public Départemental de Santé Mentale de la Somme.**

A ce titre, les types, caractéristiques, fonctions, etc. des divers constituants de l'installation donnés dans le C.C.T.P. n'ont qu'une valeur indicative. L'entreprise devra, de plus, se référer aux C.C.T.P. et plans des autres lots, ainsi qu'à l'ensemble des documents du coordonnateur SSI.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable du résultat qui sera sanctionné lors de la visite de réception, en conformité par rapport aux règlements et normes en vigueur, aux fonctionnalités décrites dans le présent C.C.T.P. et en performances par rapport aux divers essais sur l'installation.

L'entreprise devra donc prendre toutes précautions lors de son étude pour que l'installation réponde aux normes en vigueur et donne satisfaction.

Les travaux relatifs au présent lot comprennent :

- les études, calculs et plans d'exécution,
- la fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage et la pose de tous les matériaux et appareils nécessaires,
- leur raccordement,
- les trous et les percements,
- le renfournissement des réservations,
- la fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires à la bonne et complète finition des installations, même s'ils ne figurent pas au présent C.C.T.P.,
- le remplacement des ouvrages défectueux, constatés en cours de chantier, à la réception des travaux ou pendant la garantie.

L'offre sera obligatoirement accompagnée des conditions de garantie pour information.

Toute proposition incomplète sera déclarée non conforme.

1-2/ Documents de référence :

TEXTES de REFERENCE PRINCIPAUX –

Pour le présent projet, les textes suivants seront appliqués notamment : Règlements ERP :

- Disposition du code de l'urbanisme



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 4/18

- CCH articles R 123-1 à R 123-55.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et pour la construction des immeubles de grande hauteur pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011 – JO du 23 mai 2024. **Entrée en vigueur le 23 mai 2025.**
- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié Dispositions particulières du type J.
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de détection incendie faisant l'objet de la brochure 5665 des JO.

Instruction technique :

- IT 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Règlement Code du travail :

- Code du travail – Livre II – Partie 4 – Articles R.4211-1 à R.4228-25 ;
- Arrêté du 14 Décembre 2011 relatif à l'éclairage de sécurité dans les locaux relevant du code du travail.
- Arrêté du 26 Décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.
- Arrêté du 19 Avril 2012 relatif aux normes d'installations intéressant les installations électriques des bâtiments recevant des travailleurs, pris en application des articles R.4215-14 et 15 du code du travail.
- Arrêté du 20 Avril 2012 relatif au dossier technique des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs pris en application de l'article R4215-2 du code du travail.

Normes & fascicule

- Normes des SSI : NF S 61-931 à NFS 61-940.
- NF S 61-950, NF S 61-961, NFS 61-965,
- NF S 61-970 surveillance partielle (pas de détecteur automatique d'incendie dans les plenums)
- NFS 61962 (abrogée) pour les tableaux de signalisation existants
- NF S 32-001, NF S 48-150, NF EN 60-849
- NF EN 54-1, NF EN 54-2, NF EN 54-3, NF EN 54-4, NF EN 54-5, NF EN 54-7
- NF EN 54-10, NF EN 54-11, NF EN 54-12, NF EN 54-17, NF EN 54-18
- NF EN 54-20, NF EN 54-21



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 5/18

- NF EN 12101-1, NF EN 12101-2, NF EN 12101-3, NF EN 12101-6, NF EN 12101-8, NF

EN 12101-10

- Norme NF C 15-100 Installations électrique à basse tension

- Norme NF X 08-003 Couleurs et signaux de sécurité

- Fascicule de documentation NFS 61-949

1-3/ Tranchées, trous, rebouchages :

L'entrepreneur du présent lot exécutera tous les trous, tranchées, percements, etc. dont il aura la nécessité.

Après scellement et mise en place des fourreaux nécessaires, il effectuera les raccords de parement en mêmes matériaux que ceux adjacents.

Le degré coupe-feu des parois devra être restitué.

1-4/ Nettoyage, protections :

1-4.1/ Nettoyage :

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre. L'entreprise doit, pour sa part, évacuer ses gravois, nettoyer les locaux au fur et à mesure du déroulement des travaux.

Voir généralités communes.

1-4.2/ Protections des ouvrages :

L'entreprise a la charge de la conservation en bon état de ses ouvrages jusqu'à leur réception par le Maître de l'Ouvrage.

Les dégradations constatées en cours de chantier devront être réparées sans délai afin de ne pas perturber le déroulement des opérations.

Les frais occasionnés par les remises en état résultant de ces dégradations seront imputés à l'entreprise qui en est responsable.

1-4-3/ Maintien de la sécurité pendant les travaux

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de garantir un niveau de sécurité optimal, en particulier dans les zones du bâtiment restant en activité.

À ce titre, le système de sécurité (notamment les dispositifs de détection, d'alarme, de désenfumage ou tout autre équipement concerné) devra être progressivement mis en service au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière à assurer une couverture continue et complète des zones déjà réalisées ou en exploitation.

Dans le cas où une mise en service partielle ou temporaire s'avérerait techniquement impossible, l'entreprise en informera sans délai le maître d'ouvrage ainsi que le maître d'œuvre, afin qu'une organisation spécifique et adaptée puisse



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme
Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 6/18

être mise en place. Cette organisation visera à maintenir les conditions de sécurité requises, notamment par la mise en œuvre de mesures compensatoires (surveillance renforcée, procédures internes adaptées, signalisation provisoire, etc.) jusqu'à la mise en service complète du système.



ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES

L'établissement est classé type J 4^{ème} catégorie.

Les éléments techniques ne sont pas limitatifs. Seules les particularités de l'opération sont données. Le présent descriptif vient en complément du cahier fonctionnel du système de sécurité incendie établi par le coordonnateur SSI.

Le matériel mis en œuvre est conforme aux normes françaises homologuées. Les appareils doivent être revêtus de la marque NF.

Les liaisons électriques de l'installation de détection sont réalisées conformément aux règles de l'art et aux spécifications de la norme NFC 15-100 "installations électriques à basse tension, règles" et de ses additifs.

L'entreprise devra soit être agréée I7, soit fournir une attestation de qualification ponctuelle ou temporaire conjoint solidaire avec le constructeur.

2-1/ Un système de sécurité incendie (S.S.I.) de catégorie A associé à un équipement d'alarme du type 1 sera installé :

L'ECS ainsi que le CMSI, récemment remplacés, seront maintenus à leur emplacement actuel.

À terme, ils seront intégrés et protégés au sein d'un volume technique spécifique, aménagé et dédié à cet effet.

Le système est adressable.

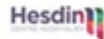
L'entreprise mettra en œuvre toutes les modifications requises pour que le système puisse recevoir et piloter les équipements dédiés au réarmement automatique des Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS), garantissant ainsi leur remise en service sans intervention manuelle.

Les équipements centraux ECS et CMSI seront installés dans un VTP situé au rez-de-chaussée.

Fourniture, pose, raccordement et paramétrage d'une passerelle permettant de transmettre les alertes sur le réseau de téléphone DECT.

Fourniture, pose, raccordement et paramétrage d'une passerelle permettant de transmettre les alertes sur le système de supervision CHUBB actuellement en place et situé à la loge de l'établissement public de santé mentale de la Somme

Les informations chemineront notamment par la liaison informatique.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 8/18

Le SDI sera constitué :

- D'un ECS existant.
- De D.I. installée dans tous les locaux conformément à la réglementation en vigueur. De plus, des détecteurs d'incendie automatiques seront installés dans les **sas sanitaires**. Les plenums ne sont pas détectés.

En aggravation, des détecteurs seront installés dans les sas des sanitaires communs.

- De flash dans les sas et WC communs et les vestiaires du personnel
- d'I.A. pour chaque local.
- De D.M. pour les niveaux recevant des patients, installés dans les locaux accessibles au personnel seul, voir plan et le tableau ci-dessous. Pour les autres localisations, les déclencheurs manuels seront installés suivant la réglementation en vigueur.

- De tableaux répéteurs d'alarme et exploitation seront mis en place suivant informations figurant sur le plan.

Les tableaux répéteurs devront permettre de connaître la zone sinistrée voisine ou non.

LOCALISATION :

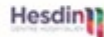
Déclencheur Manuel incendie déverrouillage des portes
tableau de report et d'exploitation
Bureaux soins et animations 1 et 2.
Bureaux des cadre 1,2,3 et 4.
Bureau soins central.
Secrétariat.

Le SMSI sera constitué :

- D'un CMSI existant constitué :
 - » d'une UCMC,
 - » d'une US,
 - » d'un UGA.
- D'une AES, à redimensionner suivant les nouveaux équipements.
- De DAS - les DAS seront à réarmement motorisé (voir lot désenfumage).

L'ensemble des DAS sera conforme à la NFS 61-937. L'entreprise devra la vérification du fonctionnement de l'ensemble de DAS existant.

- Des AGS, au niveau recevant du public.
- Des DSNA (partie non accessible au public)



Définition des zones et principe de mise en sécurité incendie :

Le SSI effectuera les fonctions de sécurité suivantes :

- Évacuation des personnes,
- Compartimentage,
- Désenfumage,
- Mise à l'arrêt d'installation technique.

Fonction évacuation :

Le système comportera une seule ZA.

Des AGS seront installées dans l'ensemble des circulations.

Des DSNA seront installés dans les secteurs inaccessibles au public.

Des tableaux répétiteurs d'alarme seront installés. Ils seront alphanumériques écran LCD et retranscriront la totalité des informations de l'ECS.

La fonction évacuation sera établie comme suit :

- Alarme générale sélective.
- Alarme générale locaux non accessibles au public.
- Déverrouillage de l'ensemble des portes

Fonction compartimentage :

Découpage des ZC ; voir plan de zones de mise en sécurité.

La fonction compartimentage sera établie comme suit :

- Fermeture des portes maintenues ouvertes par les ventouses électromagnétiques de la zone sinistrée avec commande de réarmement.
- Fermeture des CCF de la zone sinistrée.
- Non-stop des ascenseurs.

Fonction désenfumage :

Nota : Les DAS suivants : trappes, volets tunnels seront à réarmement motorisé ; ces commandes confort et les alimentations de puissances seront dues au présent lot.

Découpage des ZF ; voir plan de zones (1 ZC = 1 ZF).

La fonction désenfumage sera établie comme suit :

- Désenfumage des circulations concernées : désenfumage mécanique amenée AF naturel ; l'ensemble des coffrets de relayage sera mis en place à proximité. Pour les parties créées.
- Désenfumage des circulations existantes notamment pour les maisonnettes en naturelles.

Mise à l'arrêt des installations techniques :

- Arrêt ventilation (associé à la fonction désenfumage).
- Non arrêt de 3 ascenseurs (associé à la fonction compartimentage).

Tableau des asservissements et positions

DAS	Position attente	Position sécurité	Réarmement électrique
CCF	X	X	X
Portes	/	X	/
Trappes AF	X	X	X
Trappes DES	X	X	X
Volets tunnels	X	X	X

2-2/ Baies :

Le dispositif est existant et ne nécessite pas de Baie.

2-3/ Volumes techniques protégés :

L'ensemble des volumes techniques protégés pour les modules déportés sont dus par la présente entreprise, ils seront implantés dans les faux-plafonds suivant l'architecture du système.

Les VTP pour les coffrets de relayage seront dus au lot n° 4-A- pour les groupes d'extraction. Les coffrets de relayages des tourelles en toitures terrasses seront mis en place à côtés des équipements dans des coffrets étanches.



2-4/ Câblage et chemins de câbles :

L'entreprise prévoira l'ensemble des raccordements.

Elle tiendra compte du schéma de répartition des lots joint au présent C.C.T.P., y compris câblages, raccordements, alimentations et transformateurs.

Les câbles arrivant aux baies dans le local PC seront suffisamment longs pour déplacer les armoires sans difficulté et les retourner de 180°.

Le câblage devra respecter les données constructeurs et les normes en vigueur (en particulier, la NFC 15-100 et la NFS 61-932).

Dans le cas des lignes réalisées en câbles de CR1, les dispositifs de suspension, de dérivation ou de jonction correspondants et leurs enveloppes devront satisfaire à l'essai du fil incandescent (960°C) avec un temps d'extinction des flammes, après retrait du fil incandescent de 5 secondes maximum.

Mise en œuvre

1. Chemins de câbles

Dus au présent lot → **obligatoirement** dans l'ensemble des circulations.

Dédiés au SSI exclusivement.

Les chemins de câbles et leurs accessoires seront électrozingués (suivant norme NFA 91.102).

Les chemins de câbles seront utilisés à 80 % - réserve de 20 % sur 2 nappes maximum. Ceux-ci seront du type CABLOFIL ou équivalent, ainsi que tous les accessoires de dérivation, de fixation et de finition.

Les rayons de courbure seront au minimum de 30 cm.

Les chemins de câbles seront séparés les uns des autres de 30 cm minimum.

2. En encastré (DM, IA, reports, désenfumage, ...)

En câble de section appropriée, posé sous conduit ou en encastré selon les cas.

Les boîtes d'encastrement seront du type universel pour fixation à griffes ou à vis, avec entrées défonçables latérales, frontales et jumelables entre elles horizontalement ou verticalement.

L'exécution des saignées, des rebouchages et des raccords est à la charge du présent lot.

3. En apparent (vides sanitaires, locaux techniques)

En câble de section appropriée, posé sous tube plastique fixé sur colliers CLIPSOTUBE tamponnés. Les dérivations seront réalisées à partir de boîtes type PLEXO. Localisation → locaux techniques seulement ou après accord du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 12/18

En câble de section appropriée sous moulure plastique type DLP avec couvercle et angles variables pour une finition parfaite.

Les moulures seront clouées et collées. Elles pourront être également vissées si cela s'avérait nécessaire.

Nota : Cette solution ne sera envisagée que lorsqu'il y a impossibilité de faire des encastresments. Notamment pour la partie parking au niveau 0.

4. Canalisations et raccordements

Le montage de l'installation doit être réalisé suivant les prescriptions de la norme UTE NF C15-100 relative à l'exécution des installations électriques, notamment en ce qui concerne les chutes en ligne admissibles.

Toute l'installation sera réalisée suivant les règles de l'art en respectant les dispositions de la NF S 61-932 sur la qualité et la résistance au feu des câbles requis pour assurer le bon fonctionnement du système de sécurité incendie. Les mises à la terre et les protections électriques nécessaires devront être assurées.

Les connexions aux bornes de tous les équipements seront exécutées, après repérage, proprement et solidement.

Les boucles de détection, les lignes de télécommande, les lignes de contrôle et les lignes de diffuseurs sonores devront avoir des conducteurs repérés à l'intérieur des équipements centraux par des étiquettes numérotées et facilement repérables.

5. Prescriptions particulières

Toutes les canalisations qui traversent des murs, cloisons ou planchers devront être protégées par des fourreaux de dimension appropriée. A travers un joint de dilatation, les fourreaux devront être distincts de part et d'autre du joint, et avoir une section suffisante pour permettre le jeu des canalisations perpendiculairement à leur axe. Les prescriptions de mise en œuvre des fourreaux devront permettre de maintenir le degré CF des parois traversées et devront être réalisés suivant les articles CO 30 à CO 33 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 2 février 1993.

Les dispositifs finaux (portant la dénomination « sucre ») de l'installation de désenfumage seront installés dans des boîtes de raccordement (à la charge du présent lot).

2-5/ Réarmement :

L'entreprise mettra en œuvre un système de réarmement électrique pour toute l'installation : volets tunnels, trappes de désenfumage AF et DES en façade et sur conduits (100 % de l'installation).

Elle prévoira l'ensemble de l'installation ci-après à partir des attentes de l'électricien :

- Transformateurs,
- Motorisation,



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 13/18

- Câblages,
- Passage des câbles, fourreaux, encastrements,
- Calfeutrements,
- Boîtiers de commande.

LOCALISATION :

- ◇ Boîtier de commande dans chaque zone concernée par le réarmement automatique des DAS.
- ◇ Boîtier implanté dans des gaines techniques.
- ◇ Volet de désenfumage
- ◇ Volet d'amener d'air frais
- ◇ Volet tunnel

2-6/ Précisions relatives aux alimentations :

La tension nominale de télécommande électrique, conformément aux normes traitant du S.M.S.I. sera : 48 V.

En conséquence, les D.A.S. télécommandés électriquement prévus pour la présente installation ainsi que les alimentations électriques devront être compatibles avec cette tension.

La totalité de l'énergie des télécommandes à émission sera fournie par le Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I.) ou par des Alimentations Electriques de Sécurité (A.E.S.).

2-7/ Précisions relatives à la réalisation :

Les dispositifs et équipements constituant le Système de Sécurité Incendie devront être conformes aux normes et règlements en vigueur.

- Ceux faisant l'objet d'une certification devront être admis à la marque NF et estampillés comme tel.

Le certificat de conformité devra être annexé au dossier d'identité du S.S.I.

- Pour ceux faisant l'objet d'une obligation d'essais par un laboratoire agréé, le procès-verbal de contrôle de conformité devra être annexé au dossier d'identité du S.S.I. Aucune prescription ne devra être inscrite au PV.

Installateur

L'installateur devra être titulaire d'une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité biennale et décennale concernant le type de travaux à effectuer.

Il devra être titulaire de la qualification I7 ou fournir une attestation de qualification ponctuelle ou temporaire conjointe solidaire avec le constructeur, ou équivalent.

Les installateurs non qualifiés devront s'associer par sous-traitance à un installateur qualifié, ce dernier devant engager sa responsabilité.

L'installateur qualifié I7 devra alors :

- Réaliser ou valider les études,
- Fournir du matériel NF,
- Assurer la mise en service,
- Vérifier le bon fonctionnement de l'installation et procéder aux essais,
- Fournir les documents lui incombant pour le dossier d'identité du Système de Sécurité Incendie.

L'entreprise devra fournir, en complément du matériel installé :

- **10 détecteurs incendie,**
- **2 déclencheurs manuels.**

Dans son offre, elle devra 2 programmations.

2-8/ Réception et mise en service :

La réception de la partie détection fera l'objet de réceptions partielles.

La société fournira la programmation papier et informatique à la fin du chantier.

Dossier d'identité du Système de Sécurité Incendie

En cours de chantier, avant la réception, l'entreprise devra fournir les pièces nécessaires à la constitution du Dossier d'Identité du S.S.I.

Le dossier comportera les documents suivants :

- Liste des Zones de Détection (Z.D.) avec identification des Détecteurs et/ou des Déclencheurs Manuels (D.M.) correspondants.
- Liste des Zones de mise en Sécurité (Z.S., Z.C. et Z.F.) avec identification des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) et des arrêts d'équipements associés.
- Liste des Zones de diffusion d'Alarme (Z.A.) avec identification des Diffuseurs Sonores (D.S. et AGS).
- Corrélations entre Z.D. et Z.S. du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I.).
- Schéma(s) de principe de l'installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au dossier d'identité.
- Liste des plans fournis.
- Liste des matériels fournis et documents donnant leurs caractéristiques.
- Certificats de conformité aux normes et procès-verbaux d'essais.
- Documents attestant de la compatibilité des matériels entre eux.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 15/18

- Notices d'exploitation et de maintenance du S.S.I. : Instructions de manœuvre.



Etablissement Public de Santé Mentale de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie »

C.C.T.P. Lot n° 8-C 16/18

Essai et réception de l'installation

L'installation devra faire l'objet d'une réception en présence de l'utilisateur et de l'installateur.

Cette réception fera l'objet d'un procès-verbal comprenant les résultats des essais réalisés par les installateurs et/ou les constructeurs, ainsi que le résultat de l'analyse du dossier d'identité. Tous les équipements constituant le S.S.I. devront faire l'objet d'essais fonctionnels de toutes les phases du/des scénarios de mise en sécurité.

En particulier, conformément aux stipulations de l'article MS 53 § 3 et § 4 du Règlement de Sécurité, il sera procédé à un essai fonctionnel de chaque détecteur au moyen d'appareils de vérification préconisés par le constructeur et à un contrôle d'efficacité de l'installation par mise en œuvre de foyers de contrôle d'efficacité (F.C.E.) dans 5 % des locaux protégés avec un minimum de 2. Les locaux concernés seront définis par le Maître d'Ouvrage ou son représentant. Types et constitution des F.C.E., combustible et procédures d'essais sont décrits à l'annexe 2 aux commentaires du CCTG (brochure n° 5655 des J.O.).

Les F.C.E. retenus pour les contrôles d'efficacité de l'installation sont :

- le F.C.E. n° 1 (bac d'alcool éthylique) pour les locaux surveillés par détecteurs d'élévation de température,
- le F.C.E. n° 5 (plaques de mousse alvéolées de polyuréthane) pour les locaux surveillés par détecteurs de fumée et gaz de combustion.

La fourniture des matériels, appareils de vérification et de sécurité, combustibles, textes de référence et personnels nécessaires pour exécuter les essais de l'installation reste à la charge du titulaire du marché.

2-9/ Garantie du matériel- Formation du personnel :

Garantie du matériel

L'ensemble du matériel du S.S.I. devra être garanti par le ou les constructeurs pendant une durée d'un an à compter de la date de réception de l'installation.

Formation du personnel

Conformément aux articles MS 51 et MS 69, la présente proposition devra comprendre la formation à l'utilisation de l'ensemble du Système de Sécurité Incendie du personnel chargé de la surveillance de l'établissement.

- Fonctionnalité des appareils du S.S.I.
- Exercices pratiques et manipulation sur le matériel.

2-10/ Contrôle et coordination :

Les travaux seront suivis, contrôlés et réceptionnés par un organisme de contrôle agréé et un coordonnateur SSI missionné par le maître d'ouvrage conformément à la réglementation.

2-11/ Modification de l'installation existante

Le bâtiment dispose actuellement d'une installation en place.

Dans le cadre du présent marché, l'entreprise titulaire aura la charge d'effectuer l'ensemble des modifications complète des équipements ainsi que du câblage associé.

Elle devra également procéder à tous les travaux de réfection et de calfeutrement nécessaires consécutifs à certains retraits.

